INTERNATIONAL • SYRIE

Syrie : trois femmes et dix enfants détenus dans des camps de prisonniers djihadistes rapatriés en France, une première depuis 2013

La France a procédé à plusieurs rapatriements, mais ils avaient cessé à l'été 2023, malgré les condamnations internationales, dont celle de la Cour européenne des droits de l'Homme, en 2022.

Le Monde avec AFP

Trois femmes âgées de 18 à 34 ans et dix enfants qui étaient détenus dans les camps de prisonniers djihadistes du nord-est de la Syrie ont été rapatriés, mardi 16 septembre en début de matinée, sur le territoire français, a annoncé le Parquet national antiterroriste (PNAT). Parmi les femmes majeures, *« deux ont été placées en garde à vue, sur commission rogatoire du juge d'instruction »*, précise-t-il dans un communiqué. *« Une autre femme, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt, sera présentée à un juge d'instruction dans la journée »* en vue d'une possible mise en examen.

« Les mineurs sont pris en charge dans le cadre de procédures d'assistance éducative sous la responsabilité du parquet près le tribunal judiciaire de Versailles », poursuit le PNAT, qui *« assurera le suivi centralisé des mineurs concernés, en lien avec les parquets territoriaux »*. *« La France remercie les autorités syriennes de transition ainsi que l'administration locale du Nord-Est syrien, qui a rendu possible cette opération »*, a déclaré le porte-parole du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Cette opération est une première depuis juillet 2023 en France, où ces retours restent une question sensible, dix ans après la vague d'attentats djihadistes sur le sol national. La France a procédé à plusieurs opérations de rapatriement de femmes et d'enfants de Syrie depuis 2019, avant de les cesser à l'été 2023, faute de volontaires, selon les autorités, et ce malgré des condamnations internationales dont celle de la Cour européenne des droits de l'homme en 2022. Paris refusait, depuis, de se rendre sur place, au motif de la dangerosité des opérations.

« Pour les familles qui attendaient leurs petits-enfants, neveux et nièces depuis plus de six ans, c'est un immense et indescriptible soulagement », a déclaré l'avocate des femmes rapatriées, Marie Dosé, dans un communiqué transmis à l'Agence France-Presse. Mais *« la France laisse derrière elle 110 autres enfants français, toujours détenus dans le camp Roj »*, l'un des camps contrôlés comme d'autres centres et prisons par les forces kurdes, depuis plus de six ans, dénonce-t-elle. Des dizaines de milliers de personnes, d'une cinquantaine de nationalités et soupçonnées de liens avec l'organisation djihadiste État islamique, sont retenues dans ces camps.

« Coupables de rien »

En juin, quelque 120 enfants et une cinquantaine de femmes de nationalité française étaient encore retenus dans ces camps syriens, selon le Collectif des familles unies, qui rassemble leurs proches. Après ce rapatriement nocturne, le collectif a rediffusé, mardi matin sur X, son message habituel dénonçant la détention sur place d'enfants « *coupables de rien* » dans « *des conditions indignes* ». Car, pour ces familles, rien n'est encore réglé. « *Une nouvelle fois, la France fait le choix de l'arbitraire* », regrette Marie Dosé. « *La France, qui refusait de rapatrier des enfants tant que leurs mères n'avaient pas donné leur accord, refuse aujourd'hui leur retour alors qu'ils sont devenus majeurs. Ce faisant et plus que jamais, la France décide donc de faire payer à ces enfants le choix de leurs parents* », estime-t-elle également. Elle dénonce également le sort de femmes sans enfant ou dont les enfants sont morts, et que la France refuse désormais de rapatrier, ainsi que d'enfants nés en France et « *conduits de force en Syrie* » avant de pouvoir acquérir la nationalité, ou de jeunes majeurs enfermés dans d'autres lieux de détention syriens.

Pour Matthieu Bagard, responsable du pôle expertise Syrie de l'ONG Avocats sans frontières France, « *ce rapatriement démontre une nouvelle fois que la France a la possibilité d'organiser ces opérations* ». Mais il déplore, lui aussi, la situation des femmes et jeunes majeurs toujours « *illégalement détenus* ».

En février, l'administration kurde a annoncé, en coordination avec l'ONU, son intention de vider d'ici à la fin de 2025 les camps du nord-est de la Syrie des déplacés syriens et irakiens, y compris les proches présumés de djihadistes.